



U.C.S.A.cgt

Préambule au CCE du 2 avril 2014

Plan de départs volontaires

A l'ordre du jour de ce CCE, le Plan de départs volontaires, sur fond de grève au Siège où le projet de la direction prévoit l'externalisation de deux services entiers, l'AITV et le sous tirage Info de France 2. Les journalistes sont principalement visés par la suppression de ces activités mais cela ne doit pas faire oublier les centaines de PTA qui sont concernés par les suppressions de postes en région, dans les outre-mers et les différents services du Siège. Sans parler des non permanents qui ont déjà largement subi les réductions d'effectifs en région. Cela dit la direction devra bien intégrer un plan de reclassement interne pour les salariés des entités supprimées, comme la DIRECCTE le lui a rappelé dans son courrier du 17 mars dernier.

La semaine prochaine devrait être consacrée à la poursuite des négociations. Parmi les thèmes, les propositions alternatives sur la ré internalisation et la maximisation des recettes nouvelles. Comment retrouver des marges de manœuvres budgétaires autrement que par la réduction des coûts fixes ? Comment mettre fin à cette anomalie stratégique et économique quant à la sous-utilisation voire le sous dimensionnement de nos moyens de production intégrés ?

Jusqu'à maintenant, lors des négociations, la direction a beaucoup écouté, beaucoup pris de notes sur les nombreuses contre-propositions formulées par les organisations syndicales. Le cabinet d'expertise a recensé et détaillé ces propositions dans son rapport mais force est de constater qu'à ce jour la direction ne les a pas vraiment prises en compte. Il va de soi que la présentation d'ici un an au CCE d'une simple "charte de priorité en matière de production" est bien de satisfaire nos attentes.

Mourir guéri?

Il y a peu de chances que la nouvelle donne politique issue des municipales infléchisse le plan d'économies drastiques que subissent France télévisions et ses salariés. "Plus vite et plus fort" dans la réduction des dépenses publiques, la baisse du coût du travail et l'application du pacte de stabilité européen, telle est la feuille de route fixée à Manuel Valls par François Hollande.

Le pacte de responsabilité en est l'emblème le plus criant avec un patronat intransigeant qui refuse toute contrepartie pour le monde du travail. Ce pacte qu'il vaudrait mieux appeler

d'irresponsabilité programme une diminution sans précédent de l'action publique. Aux 15 milliards de réduction de la dépense publique sur le budget 2014, il faudrait ajouter plus de 50 Milliards d'ici 2017.

A FTV le plus grand plan d'économies de l'histoire de la télévision publique devrait se poursuivre avec un nouveau palier à franchir en 2015 puisque le budget devra intégrer le coût du Plan de départs volontaires. On le voit à travers le plan d'affaires. Aucun secteur ne sera épargné. Economies sur les programmes (rediffusions), économies sur les investissements, économies sur la masse salariale... Le pilotage par les économies, tel semble être l'unique horizon pour notre entreprise de service public, et il menace notre périmètre et nos missions. Tout ça pourquoi? Pour mourir guéri?

Des salariés privés de repères

Dans ce contexte, l'objectif affiché de stabiliser la situation, de redonner des repères à des salariés déboussolés par les réorganisations successives semble bien éloigné. Les alertes se multiplient et les retards s'accumulent sur la mise en place des systèmes d'information lorsqu'ils ne sont pas déficients.

Le déploiement chaotique de PapyRHus cumulé aux pressions sur le temps de travail afin de pousser un maximum de salariés vers le forfait-jours crée une ambiance déplorable. Les non permanents ont été particulièrement pénalisés lors du changement de logiciel de paie avec des conséquences financières importantes pour certains d'entre eux, parfois exclus du régime Assedic à cause des carences de France télévisions. La phase de transposition n'en finit de déstabiliser des salariés PTA qui pour beaucoup d'entre eux ressentent cette étape comme un déclassement et une déqualification et ne trouvent pour toute réponse que le silence assourdissant de la direction.

Ce terreau semble propice aux populistes et bonimenteurs de tous poils qui n'hésitent pas à surfer sur ce profond malaise, tentent d'instrumentaliser les salariés et de les diviser en espérant en tirer profit. Pour la CGT, la seule chose qui pourrait redonner du sens au travail serait de pouvoir s'accrocher à un véritable projet stratégique pour notre entreprise de service public, un projet de développement ambitieux qui fédère les énergies dont notre entreprise est si riche. Nous en sommes malheureusement bien loin...

Paris, le 2 avril 2014